



CHRONIQUE

« Mais c'est quoi une passoire énergétique ? »

[04/04/2017]

Anne Bringault

Membre du réseau pour la transition énergétique et du réseau action climat



Les moyens et mesures pour y parvenir ne sont pas forcément au rendez-vous

La campagne électorale, inédite sur bien des aspects, reste marquée, dans la droite lignée des précédentes, par ses sujets clivants comme le nucléaire – même si une relance de cette filière n'est quasiment plus évoquée, et par ses thèmes consensuels, au moins dans le discours et les objectifs affichés. La rénovation des logements et la lutte contre la précarité énergétique sont dans cette seconde catégorie. En finir avec les passoires énergétiques et leurs effets néfastes, notamment sur la santé, qui pourrait être contre ?

Mais les moyens et mesures pour y parvenir ne sont pas forcément au rendez-vous. J'intervenais il y a quelques mois en Seine-et-Marne dans un débat sur la précarité énergétique devant un public de travailleurs sociaux.

Dans les discussions informelles qui ont suivi, une assistante sociale m'a demandé : « Mais c'est quoi une passoire énergétique ? » Nous avons tous notre jargon, nos expressions imagées censées parler à tout le monde. Mais elles mettent du temps à entrer dans le langage courant.

COMMENTAIRES RÉCENTS (1)

Les aides aux économies d'énergies sont louables mais elles ont aussi un effet pervers qui conduit à la hausse des prix [...]

04/04/2017

LIRE TOUS LES COMMENTAIRES
POSTER UN COMMENTAIRE

7 millions de logements concernés

Une passoire énergétique, donc, c'est un logement avec une étiquette énergie F ou G. En clair, c'est un bâtiment dont la chaleur s'échappe par les murs, les fenêtres, le toit... Et nous en avons plus de 7 millions en France. Ils coûtent une petite fortune en chauffage, et ceci quand leurs occupants ont les moyens de payer, car beaucoup sont contraints de se priver de moyen de se chauffer.

La loi sur la transition énergétique prévoit que les passoires énergétiques devront avoir été renouvelées avant 2025



Alors oui, nous avons voulu faire connaître la réalité des passoires énergétiques. Et nous avons cherché, avec succès, à rassembler largement autour de l'enjeu de leur rénovation. En février était lancée l'initiative Rénovons ! avec une trentaine de partenaires, associations de protection de l'environnement, de lutte contre la précarité, syndicats, entreprises. L'objectif de ce collectif ? Que la loi soit appliquée : celle sur la transition énergétique prévoit que les passoires énergétiques devront avoir été renouvelées avant 2025. Mais aucun plan d'actions n'accompagne ce qui ressemble à ce stade à une incantation. L'initiative Rénovons ! propose une feuille de route et la met dans le débat public à l'occasion de la campagne électorale. Une étude économique complète le dispositif, démontrant les avantages d'un grand plan de rénovation des passoires énergétiques : création de 126 000 emplois, 750 millions d'euros d'économies annuelles de dépenses de santé et un investissement public rentabilisé en vingt-cinq ans.

126 000 emplois, 750 millions d'euros d'économies annuelles de dépenses de santé et un investissement public rentabilisé en vingt-cinq ans



Qu'en pensent les candidats à l'élection présidentielle ? François Fillon propose de généraliser la formule du chèque-énergie qui vient remplacer les tarifs sociaux de l'énergie et de poursuivre les programmes d'aide à la rénovation thermique des logements. Il souhaite également faire progresser le niveau de qualification des artisans de la construction. Pas encore à la hauteur de l'accélération à apporter au secteur de la

rénovation.

Réhabilitation

Benoît Hamon s'engage à lancer un plan de 100 milliards d'euros sur cinq ans pour la rénovation urbaine et thermique, et pour le bien vivre en ville et dans la ruralité. Il dit donner la priorité à la réhabilitation des logements sociaux, mais ne précise pas encore les mesures pour ce faire, ni les politiques et mesures pour les logements privés. Marine Le Pen souhaite faire de l'isolation de l'habitat une priorité budgétaire du quinquennat. Après la sortie de l'euro, la Banque de France deviendrait le refinancier des banques des particuliers pour donner accès à ces derniers à des prêts à taux zéro. Un peu court pour lever les freins à la rénovation, notamment pour les plus précaires.

Prise en charge intégrale des travaux

Emmanuel Macron se fixe pour objectif de supprimer la moitié des passoires énergétiques des foyers les plus modestes d'ici à 2022, en mettant en place un fonds public doté de 4 milliards d'euros, en proposant un audit gratuit et une prise en charge intégrale des travaux pour tous les propriétaires occupants en situation de précarité énergétique, en transformant le crédit d'impôt pour la transition énergétique (Cite) en prime immédiatement perceptible au moment des travaux et en interdisant à la location les passoires énergétiques à partir de 2025. Les moyens financiers seront-ils suffisants ?

Quant à Jean-Luc Mélenchon, il instaurera la gratuité de l'accès et des quantités d'électricité et gaz indispensables à une vie digne. Il vise 700 000 rénovations par an pour 20 milliards d'euros sur le quinquennat, propose également le renforcement des programmes locaux de détection des passoires énergétiques ainsi que la formation et la coordination des professionnels de la rénovation énergétique afin d'imposer une obligation de résultat. Pas encore assez précis pour juger si les mesures sont en adéquation avec l'objectif poursuivi.

Réponses incomplètes

On le voit, les candidats ont compris que l'enjeu était important. Mais leurs réponses restent encore incomplètes à quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle. Les passoires énergétiques sont bien en ligne de mire. Leur rénovation et l'amélioration des conditions de vie de leurs occupants doivent maintenant être une réelle priorité et se traduire en réformes concrètes et structurantes.

1 COMMENTAIRE

ANNE BRINGAULT
Membre du réseau pour la transition énergétique et du réseau action climat

DU MÊME AUTEUR

- > La transition au service des territoires
- > Quand les villes mettent le cap vers le 100 % énergies renouvelables
- > Climat : la schizophrénie d'Etat

A LIRE ÉGALEMENT

<p>ÉNERGIE Charbon : le début de la fin, malgré Trump</p> <p>ANTOINE DE RAVIGNAN 05/04/2017 </p>	<p>TRIBUNE Comment débattre des grands projets ?</p> <p>MICHEL BADRÉ 15/03/2017 </p>	<p>NUCLÉAIRE Difficile retour à Fukushima</p> <p>MARIE LINTON 10/03/2017 </p>
---	---	--

SUIVEZ-NOUS

Sur les réseaux sociaux

En recevant notre newsletter

S'INSCRIRE

SOUTENEZ-NOUS

Alternatives Economiques est une coopérative 100% indépendante qui appartient à ses salariés et qui ne vit que grâce à ses lecteurs. Nous avons besoin de vous pour faire vivre ce projet.

ABONNEZ-VOUS
FAIRE UN DON

À LA UNE

TRIBUNE Relancer un dialogue social européen en panne

Après le Brexit, il est temps de mettre en place un cadre politique de négociation sociale efficace au niveau de la zone euro, selon Joël Decaillon...

JOËL DECAILLON ET EDOUARD MARTIN | 05/04/2017 |

ÉNERGIE Charbon : le début de la fin, malgré Trump

Le décret signé le 28 mars dernier par Donald Trump en vue d'abolir le « Clean Power Act » ne suffira pas à inverser la tendance au déclin...

ANTOINE DE RAVIGNAN | 05/04/2017 |

ENTRETIEN
« Il faut appréhender la jeunesse comme un parcours d'acquisition progressif vers l'autonomie »

RECUEILLI PAR JUSTIN DELEPINE | 05/04/2017 |

ÉCONOMIE
L'épargne, les Français et François Fillon

EVA MIGNOT | 04/04/2017 |

TRIBUNE
L'Appel des solidarités : pas assez de présents et beaucoup d'absences

ANTOINE DE RAVIGNAN | 04/04/2017 |

INÉGALITÉS
Guyane : peu de natifs aux postes à responsabilité

JUSTIN DELEPINE | 04/04/2017 |

ABONNEZ-VOUS ! DÉCOUVREZ NOS OFFRES	DÉJÀ ABONNÉ CRÉEZ VOTRE COMPTE	FAIRE UN DON	BOUTIQUE DÉCOUVREZ NOS PUBLICATIONS
---	--	---------------------	---

CONTACTEZ-NOUS

SERVICE RELATIONS CLIENTS
RÉDACTION
SIGNALER UN CONTENU ILLICITE

QUI SOMMES-NOUS ?
CGV/CGU
MENTIONS LÉGALES
FAQ

SUIVEZ-NOUS

INSCRIVEZ-VOUS À NOTRE NEWSLETTER

S'INSCRIRE

J'ACHÈTE

JE M'ABONNE